

**Mesdames, Messieurs,**

Le Comité syndical, renouvelé à la suite des élections municipales et intercommunales, m'a reconduite aux fonctions de Présidente du SYMCRAU. Je remercie les délégués syndicaux pour ce témoignage de confiance. A l'aube de ce nouveau mandat, voilà les quelques mots que je souhaite partager et les objectifs que nous nous fixons avec les élus du Comité syndical.

Comme vous le savez le SYMCRAU existe depuis 2006. Depuis sa création le syndicat a construit un socle de connaissance indispensable pour bien appréhender les enjeux de l'eau sur notre territoire et comprendre les forces et les faiblesses de ce système si particulier. L'accès à l'eau pour les 16 communes alimentées en eau potable par la nappe dépend complètement du transfert d'eau opéré par la profession agricole à partir de la ressource durancienne par l'intermédiaire des canaux et de l'irrigation des prairies. Grâce aux études restituées ces deux dernières années (SINERGI sur la gestion quantitative, SIMBA sur l'intrusion marine) ainsi que le projet OSMOSE encore en cours, nous savons à quel point l'accès à l'eau sur la Crau est vulnérable.

Nous savons également que cette vulnérabilité va s'accroître du fait du changement climatique. En effet, si nous ne faisons rien, d'ici 2050 nous devons faire face à un déficit de 90 millions de mètres cubes (soit un quart de la recharge actuelle de la nappe) avec pour conséquence directe l'assèchement d'une grande partie des forages privés d'alimentation en eau potable, de certains captages publics et de zones humides patrimoniale pour la biodiversité. Les usages agricoles et industriels seraient également partiellement touchés avec un impact certain sur la sphère économique. Ainsi, les enjeux sont à la fois environnementaux mais aussi sanitaires et économique : sans eau, pas de vie. Si nous voulons conserver un dynamisme économique et un cadre de vie agréable pour nos populations, maintenir un accès à une eau de qualité doit être notre objectif.

Pour autant, nos artères, les canaux, sont fatiguées. Le modèle économique de leur entretien, fondé sur un financement par la profession agricole est à bout de souffle. Ceci, alors que la ressource durancienne, à l'heure du changement climatique, devient un or bleu de plus en plus convoité. Nous devons trouver une solution collective pour moderniser nos infrastructures et ainsi pouvoir faire autant d'usage avec moins d'eau.

La filière foin de Crau qui remplit notre nappe dans l'indifférence générale est elle aussi confrontée à la loi d'un marché mondialisé qui contraint la rentabilité et génère déjà des mutations pour d'autres cultures non-contributrices pour la nappe (et même irriguées par la nappe). En parallèle, le développement urbain menace également ces surfaces agricoles facilement accessibles aux abords des villes.

Nous savons également, grâce aux travaux menés, que le bon état qualitatif de la nappe est également artificiel. Le passé industriel de notre territoire demeure toujours présent (les sites pyrotechniques, le CET de la Crau communément décharge d'Entressen, SPSE, la gare de triage de Miramas,...) et son dynamisme actuel génèrent activités et déplacements. Les pollutions sont présentes mais elles sont diluées grâce à l'importance des flux d'eau issus de l'irrigation. Ainsi, notre capacité à produire une eau de qualité pour alimenter nos concitoyens à partir de la nappe de la Crau dépend aussi du système canaux/foin. Nous rencontrons d'ailleurs déjà des difficultés lorsqu'il s'agit de créer de nouveaux champs captant pour sécuriser l'adduction en eau potable.

Aujourd'hui, nous connaissons nos forces et nos faiblesses grâce aux études conduites durant la dernière décennie. Le mandat 2020-2026 devra donc se concentrer sur l'action autour de 3 axes prioritaires :

- 1. Encourager l'évolution du modèle économique du transfert d'eau pour des infrastructures efficaces** : pour cela une étude stratégique a été conduite en 2020 et sera poursuivie en 2021 avec une étude économique ;
- 2. Soutenir la filière foin** : Pour cela nous avons candidaté et sommes lauréat d'un appel à projet de l'Agence de l'eau pour la mise en œuvre de paiements pour services environnementaux afin de rémunérer les agriculteurs dont les pratiques contribuent à la préservation de la nappe et de la biodiversité ;
- 3. Sécuriser l'accès à l'eau potable** grâce à un programme d'actions sur les zones de sauvegarde, une veille sur les projets d'aménagement et l'accompagnement des collectivités locales grâce au dispositif de Conseil et d'Assistance mutualisé en hydrogéologie (CAHM). A plus long terme, je crois que nous devons garder un œil attentif sur l'excédent d'eau évacué dans l'étang de Berre. Une infime partie serait une formidable sécurisation pendant les épisodes de sécheresse sévères.

Notre succès dans l'atteinte de ces objectifs repose sur notre capacité à décider collectivement du choix du scénario de gestion que nous voulons pour le futur. C'est pour cela que le SYMCRAU démarre un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). Il s'agit d'une démarche de planification de la politique locale de l'eau qui permet d'établir un cadre de gestion défini en concertation grâce à une commission locale de l'eau (CLE) instituée par le Préfet. Nous devons aussi nous donner les moyens financiers pour y parvenir : la seconde phase du contrat de nappe y sera consacrée.

Enfin, nous ne devons pas oublier d'associer nos administrés à ces réflexions. Dans cette perspective, la stratégie de pédagogie à l'environnement (CISEF) construite depuis 2019 entre en phase de mise en œuvre avec la construction du catalogue pédagogique et d'une fête de l'eau ou des canaux (le nom demeure à définir). En complément, j'ai souhaité que nous candidations à l'appel à projet de l'Agence de l'eau pour développer un dispositif de participation citoyenne en parallèle de nos travaux.

Je ne saurai terminer sans dire deux mots à propos des futurs locaux du SYMCRAU pour lesquels l'année 2021 sera consacrée au démarrage des travaux.

Voilà la feuille de route ambitieuse, volontariste mais réalisable que je m'attacherais à mettre en œuvre avec les Vice-présidents et plus largement l'ensemble du Comité syndical ces six prochaines années.

**Céline TRAMONTIN,**  
**Présidente du SYMCRAU**